

# La question du lait et la grève générale

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **10 (1918)**

Heft 5

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383208>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.





et des cantons. Ainsi se termine, pour le moment du moins, une affaire qui souleva une véritable tempête dans le pays.

Quand ces lignes paraîtront, il est fort probable que toute idée d'une grève générale sera abandonnée. Non parce que la solution intervenue donne satisfaction à la classe ouvrière, mais pour des raisons d'opportunité.

Les organisations syndicales et socialistes ont-elles raison, après avoir menacé de faire la grève générale, d'y renoncer parce qu'elles obtiennent une demi-satisfaction? Voilà la question qui, certainement, se posera, et que d'aucuns résoudront dans ce sens, qu'il ne sert à rien de voter des résolutions et d'envoyer des ultimatums, si on refuse d'agir au moment où il le faudrait.

Théoriquement, ceux qui raisonnent ainsi sont dans le vrai. Cependant, il ne faut pas oublier qu'au moment où ces résolutions et ces ultimatums sont rédigés, de nombreux éléments de la cause font défaut, et qu'il est souvent difficile de prévoir certaines solutions qui, sans nous satisfaire, tuent pourtant le nerf de notre action. La question du lait, telle qu'elle était posée au début, ne permettait que deux solutions, puisque le Conseil fédéral était unanimement d'accord avec le principe d'une augmentation de 7 ct. par litre: ou l'augmentation devait être mise à la charge de la Confédération, comme le voulait la minorité, ou les consommateurs devaient la supporter, selon la devise de la majorité. Il eût été difficile sinon impossible, au comité d'action d'Olten de prévoir dans quelle mesure la majorité et la minorité du Conseil fédéral se feraient des concessions pour aboutir à un compromis.

Au fait, devra-t-on, pour autant, renoncer à voter des résolutions, à envoyer des ultimatums et à menacer de grève générale? Nous ne le pensons pas. Si la solution inattendue de la question du lait modifie l'attitude de la classe ouvrière, pourra-t-on jamais dire l'influence qu'ont eu sur les autorités les menaces ouvrières. Certes, plus d'un orateur, au Conseil national, a parlé en termes indiqués de l'audace des ouvriers, tout en affirmant bien haut qu'il fallait faire fi de leurs menaces. De son côté, la presse bourgeoise tenait le même langage. Cependant, la nervosité extrême du monde bourgeois indiquait, à ne pas s'y tromper, combien sa crainte était grande. Et ne faut-il pas toujours se méfier des sentiments de ceux qui, tout en s'élevant contre l'idée de céder devant une menace, s'empressant de le faire en recherchant toutes espèces de compromis. Ainsi donc, une menace de grève générale ou de toute autre action, si elle est faite à bon escient et par une classe ouvrière solidement organisée, peut avoir des effets qui rendront son exécution inutile.

La menace est donc une arme à employer, mais seulement par ceux qui, s'il le fallait, seraient en mesure d'y donner suite. Était-ce le cas de la classe ouvrière suisse? Voilà une question à laquelle il est difficile de répondre avec un peu de précision. Pour notre part, nous ne doutons pas que dans les centres industriels et dans les régions où l'industrie est développée, une grève générale serait assez rapidement complète. Mais qu'en serait-il des régions isolées, où les entreprises industrielles sont perdues au milieu de contrées agricoles et qui, en raison même de la nature de leurs produits, pourraient contribuer à la réussite d'une telle action? D'autre part, si l'idée de la possibilité d'une grève générale ou simplement d'une résistance passive fait du chemin chez les fonctionnaires et employés des services publics, il faut cependant reconnaître que toutes les assurances ne sont pas données de ce côté-là. Peut-être qu'une fois le mouvement déclenché, de nombreuses hésitations tomberaient; mais une pareille action est trop grosse de conséquences pour l'engager sur le simple espoir d'être suivi par ceux qui donnent encore quelques craintes, surtout quand les motifs se trouvent amoindris, ainsi que c'est le cas dans la question du lait.

Et puis, ce qui ne manque pas de provoquer un peu d'hésitation chez beaucoup, c'est la situation actuelle de la Suisse. Dépendant de nos voisins, autant pour les denrées alimentaires que pour les matières premières de toute nature, il paraît à plusieurs, non sans raison, qu'une grève générale pourrait avoir des conséquences autrement grandes que celles désirées et cherchées. Les pays qui nous environnent sont, il ne faut pas l'oublier, sous le régime de gouvernements bourgeois. Dès lors, nous ne pensons pas qu'un seul d'entre eux verrait un avantage à ce que les destinées économiques et politiques de la Suisse soient à la merci de la classe ouvrière. La bourgeoisie suisse aurait donc beaucoup de chances de trouver de fidèles alliés au nord et à l'ouest de nos frontières. L'attitude des gouvernements bourgeois à l'égard de la Russie, malgré toutes les réserves qu'on peut faire soi-même au sujet de ce pays, est un exemple trop concluant pour que subsistent encore des illusions.

La grève générale, dans les conditions actuelles, est donc une arme à deux tranchants, qu'il est difficile de manier sans se blesser. Il faut oser le dire, non pas à la bourgeoisie qui ne demande qu'à être rassurée, mais à ceux d'entre ses partisans qui ne doutent pas du succès final.

Du reste, et c'est là nous semble-t-il le plus grand enseignement qui résulte des événements



et des discussions de ces dernières semaines, la classe ouvrière doit se vouer plus que jamais à ce travail d'organisation qui la rendra forte pour le moment où, sans qu'elle ait été précédée de nomination de comités d'action, de pourparlers et d'ultimatums, la grève générale se produira.



## La crise

Tel est le titre d'un article de deux colonnes du *Réveil*, dans lequel nous sommes pris à partie au sujet de « Grève générale et révolution », paru dans notre dernier numéro. Le ton de cet article nous permet de croire que le rédacteur du journal anarchiste s'est senti visé par nos quelques lignes, alors que nous n'avons pas songé un instant à lui, pour la raison très simple qu'il ne joue aucun rôle et n'a aucune influence dans le mouvement ouvrier. Il est cependant intéressant de relever quelques-unes de ses critiques.

Notre contradicteur est tout particulièrement frappé par ce passage: « Or, ce que nous reprochons avant tout aux théoriciens actuels de la révolution, c'est précisément de donner leur avis sur la situation et d'en tirer des conclusions avec une assurance qui ne supporte pas le moindre doute ». Il le commente comme suit:

Le reproche de ne pas douter assez est bien le plus étrange qui puisse être fait à une heure comme celle que nous vivons, où il y aurait un besoin si grand d'une foi robuste pour échapper une fois pour toutes à l'abominable carnage. Doutons de tout et ne nous décidons à rien! Ah! le bel enseignement que voilà et bien digne d'hommes qui déclarent gravement assumer des responsabilités, à condition qu'elles ne tirent jamais à conséquence et ne comportent aucun des risques propres à toute tentative grandiose et héroïque.

Ainsi donc, ne doutons pas de la clairvoyance de ceux qui passent leur vie à aligner des phrases, à faire la révolution sur le papier, pour la plus grande joie d'une poignée de fidèles qui vivent entre ciel et terre. Ne doutons pas surtout de celui qui, après avoir dénoncé les méfaits et le danger de l'organisation syndicale dans sa forme actuelle, règle la révolution comme s'il s'agissait du problème le plus simple, au point qu'on est en droit de se demander s'il ne descend pas de l'Olympe pour rédiger son journal. Lisez plutôt:

Toutefois, provoquer et accomplir une insurrection de masses, ce n'est, disons ainsi, qu'une entrée en matière révolutionnaire. Quel premier acte de libération doit faire tout travailleur? Si, comme cela ne saurait être mis en doute, l'esclavage consiste surtout dans le travail pour le compte des autres, il faut avant toute chose refuser tout travail servile. Dans chaque atelier, usine, laboratoire, manufacture, chantier, entreprise, etc., les salariés doivent immédiatement se mettre d'accord, afin de ne plus abandonner leur production à la spéculation de quelques privilégiés, mais de la destiner à la commu-

nauté. Il se créera ainsi en quelques jours un conseil de délégués de producteurs, se réunissant non pas pour discuter de grands principes ou se livrer à des joutes politiques, mais afin de pourvoir au ravitaillement, à la distribution et à la production de tout ce qui est nécessaire à la vie. Nous croyons que le haut personnel technique, même sans être converti à l'idée révolutionnaire, ne refusera pas son concours. Il voudra « rester dans la place », gardant l'espoir que l'action révolutionnaire pourrait avorter et voulant surveiller de près ce qu'il considère toujours comme un domaine lui appartenant. Très exceptionnellement, les récalcitrants pourraient aussi être obligés à prêter leur concours de force.

Notre idée est donc qu'il est absurde de croire pouvoir substituer toute une organisation nouvelle à celle capitaliste. Au début, nous devons tout simplement nous emparer de cette dernière, et la faire fonctionner immédiatement au profit de tous et non plus de quelques privilégiés.

Comme, d'autre part, toute l'organisation bourgeoise s'appuie sur la banque, il faudra immédiatement s'en emparer pour que les insurgés disposent d'une puissance réelle.

La conquête de l'Hôtel-de-Ville sera enfin nécessaire pour détruire l'organisme de répression et de domination qui y est installé; mais c'est partout ailleurs que la véritable révolution devra s'accomplir.

Bien entendu, nous ne songeons nullement à conserver l'organisation industrielle et commerciale bourgeoise; de grandes transformations y seront rapidement apportées par les ouvriers mêmes qui la font fonctionner.

Si après cela vous doutez encore, c'est que, ma foi, il n'est pas facile de vous faire entendre raison. Nous comprenons, en tout cas, que ceux qui ne rencontrent pas plus de difficultés à faire la révolution qu'à rédiger le *Réveil*, croient à l'inutilité d'avoir de fortes organisations, qui groupent ouvrier après ouvrier, péniblement quelques fois, et qui s'efforcent d'améliorer le sort des travailleurs, tout en préparant une action plus générale et définitive.

Et puis, parce nous avons engagé les syndiqués à se méfier de ceux qui prennent régulièrement leurs désirs pour des réalités, L. Bertoni repart de plus belle:

Se méfier donc de ceux qui veulent, parce qu'ils espèrent et croient à quelque chose. Toute réalité, avant de devenir telle, n'a été qu'un désir, et que doit donc se proposer tout mouvement, sinon de changer des désirs en réalités?

Dans sa hâte de critiquer, il n'a pas compris la différence entre celui qui prend des désirs pour des réalités et celui qui veut réaliser un désir. Peut-être comprendra-t-il mieux si nous expliquons notre pensée par une figure. Celui qui, ne possédant pas un maravedis, se croirait fortuné parce qu'il désire l'être, serait certainement taxé de « cerveau félé », tandis qu'on le trouverait très normalement constitué si, voyant qu'il n'a rien, il travaillait à la réalisation de son désir.

Il en est de même du domaine des idées, et, n'en déplaise au rédacteur du *Réveil*, prendre ses désirs pour des réalités est le propre de plus